



INTERSYNDICALE DDFIP SAONE ET LOIRE

3 avril 2015

Pourquoi nous devons TOUS être en grève le 9 avril 2015 !

Les syndicats CGT Finances Publiques 71, FO DGFIP 71 et Solidaires Finances Publiques 71 appellent l'ensemble des agents à se mettre massivement en grève le 9 avril 2015 !

La liste des attaques contre nos missions, nos métiers, nos droits et garanties, nos conditions de travail est longue :

Quelques exemples :

- depuis une décennie, la DDFIP 71 a perdu plus de 200 emplois (plus de 30 000 suppressions au niveau national sur la même période), entraînant des conséquences catastrophiques sur les conditions de travail, sur les mutations ; les postes vacants participent aussi à cette dégradation de nos conditions de vie au travail ;
- le point d'indice est gelé depuis 2010 ; la « prime d'intéressement collective » de 150 € est supprimée ; il n'y a pas d'argent pour nous, alors que pour d'autres, les *chèques* sortent de nos services comme le CICE par exemple !
- la suppression de la prime de caissier pour les collègues travaillant dans les petites structures ;
- les restructurations des services (réorganisation des SIE, centres de contacts, réseau de trésoreries, missions de supports, etc.) risquent de provoquer une mobilité forcée des agents ; la réforme territoriale (fusion des régions Bourgogne Franche Comté le 01/01/2016) aura des conséquences sur le maillage territorial ;
- les réformes mises en œuvre dans le département ont été faites en totale opacité, ce qui est une manière de faire généralisée au niveau national : la DGFIP avance masquée afin de mettre les personnels et leurs représentants devant le fait accompli (PRS, PCRP, secteur foncier, aménagement des horaires, etc.) ;
- des missions sont menacées d'externalisation (France Domaine, recouvrement des régies municipales, etc.)

Ce n'est qu'un échantillon des réjouissances que nous ne pouvons accepter !

L'avenir est sombre et le sera encore plus si rien ne bouge !

Vous pouvez penser qu'une grève ne sert à rien : la DGFIP avance très sereinement dans la casse de nos missions car elle n'a jamais été confrontée à un fort mouvement de contestation.

Vous êtes aujourd'hui suffisamment informés sur les mesures prises dans le cadre de la démarche stratégique. Si nous continuons à subir sans démontrer notre opposition au démantèlement en cours, nous ne pourrions que constater les dégâts ! Viendra ensuite le temps du « *sauve qui peut* », avec son lot de *dommages collatéraux* !

**Tous ensemble défendons nos métiers et les services publics
Résistons et ne lâchons rien !**